

Yves MARGUERAT

ANTANANARIVO

ET SES MARGINALITES SOCIALES

Forces et faiblesses d'une société urbaine originale

A première vue, les enfants de la rue de la capitale de Madagascar sont relativement peu nombreux, du moins par rapport à d'autres villes du même ordre, et ils vivent dans des conditions qui paraissent sensiblement moins dramatiques qu'ailleurs, alors que la Grande-Île a connu depuis un quart de siècle des désordres économiques graves, qui l'ont considérablement appauvrie, dans les villes comme dans les campagnes. Depuis le début des années 1980, la misère a rejeté dans la marginalité sociale toute une population, hommes, femmes et enfants de tous âges. Depuis lors, ils sont nombreux à survivre dans les rues de la ville, sans un abri digne de ce nom. L'opinion publique, qui méprise profondément ces clochards de tous âges, les qualifie de "*quat(re)-mi*"¹, expression très péjorative. Cette présence ancienne et durable de familles complètes dans le monde de la rue est une originalité d'Antananarivo². Les enfants de la rue stricto sensu en sont distincts, même s'ils partagent le même opprobre (et la même appellation). Ils ont en commun avec les *4'mi* adultes une exceptionnelle stabilité spatiale, sur deux points en particulier : s'ils ne sont pas issus de la ville elle-même, ils proviennent en grande majorité de ses environs ruraux assez proches, et, quand ils ne sont pas "déguerpis" par les autorités, ils sont d'une étonnante permanence dans les endroits où ils vivent. Pour comprendre leur situation, leur genèse, leur évolution, il faut commencer par analyser les caractères spécifiques de la ville et de la société où ils vivent et d'où, souvent, ils viennent.

Par définition, le milieu urbain, producteur de nouvelles valeurs et de nouvelles exclusions, est celui de délitement du contrôle social et de la recomposition (ou de la destruction) des relations entre les habitants. Cette évolution vers l'anomie est d'autant plus marquée quand les citoyens, immigrants plus ou moins forcés, ne sont que des "passagers" dans un milieu urbain qu'ils ne ressentent pas comme leur propre ville, un monde où ils ne sont pas nés, et où ils ne veulent pas

¹ L'explication la plus couramment avancée est qu'il s'agit des radicaux des verbes signifiant, en langage très grossier, "se saouler" (*misotro*), "se droguer" (*mifoka*), "jouer pour de l'argent" (*miloka*) et "forniquer, se prostituer" (*mileky*), selon Léonce Wing Kong et Jacques Tronchon (éd.) : *Les sans-abri d'Antananarivo*. Rapport d'enquête, ASA, 1994, 73 p. multig. (p. 5). Autre interprétation : "ceux qui ont la vie dure" (*mafy ady*), selon Cyrille Harpet et Brigitte Le Lin : *Vivre sur la décharge d'Antananarivo. Regards anthropologiques*. Paris, L'Harmattan, 2001, 239 p. (p. 81).

² A Addis Abeba, par exemple, cela concerne essentiellement des femmes seules (avec leurs enfants). A Nairobi, il y a des familles complètes, mais le phénomène est beaucoup plus récent. C'est surtout en Inde qu'on trouverait des exemples comparables.

vieillir, encore moins être enterrés. La grande ville est le monde de la "foule solitaire" ; elle permet, bon gré, mal gré, l'essor de l'individualisme, ou du moins (car, en Afrique, celui-ci n'est pas expressément revendiqué) d'une "individualisation", réponse inévitable pour faire face seul à des défis nouveaux¹. Dans le domaine qui nous intéresse ici, c'est au cœur de ce creuset social urbain que le délitement des familles aboutit -entre autres- à la fuite (ou à l'expulsion) de certains enfants. Ceux-ci n'auront pas à aller bien loin pour trouver refuge dans les espaces publics du centre-ville, c'est-à-dire là où la forte densité des activités leur permet de trouver de quoi vivre, conformément aux normes ou non.

La ville d'Antananarivo ne manque pas de puissantes originalités, qui expliquent que, malgré une crise économique aussi profonde que durable et malgré la présence de nombreux adultes exclus, la question des enfants de la rue n'y soit pas plus grave. Mais s'agit-il bien d'une société urbaine comme toutes les autres ?

1 - Antananarivo : ville ou village ?

Pour celui qui découvre la capitale de Madagascar, la première vision d'Antananarivo est saisissante : sa ville haute paraît un archétype d'acropole, avec sa citadelle royale perchée tout au sommet d'une longue échine de roches noires aux pentes abruptes. C'est la splendeur et la séduction d'une cité ancienne à l'architecture traditionnelle singulière (si délabrée soit-elle), avec un labyrinthe de rues en forte pente, étroites et sinueuses, qui tranchent dans un fouillis inextricable de cheminements cachés et d'escaliers en tous sens... Au pied de la cité ancienne, la ville moderne, coloniale et actuelle, étire ses constructions de prestige et ses belles avenues. Mais tout n'est pas aussi brillant. Non loin, voire tout contre les immeubles de luxe, se juxtaposent des quartiers populaires divers, sur les pentes basses ou dans la plaine gagnée sur les marécages et souvent inondable en saison des pluies : quartiers anciens en cours de délabrement, lotissements modestes, taudis bâtis de bric et de broc à un ou deux niveaux, et aussi de petites poches d'abris de fortune, à mi-chemin entre la tente et la chrysalide, des sortes de cocons humains faits de bâches ou de toiles en plastique récupérées, alignés le long de certains murs. La nuit, dans plusieurs des rues du centre, très actives le jour et alors désertes, on voit, à même le trottoir, de nombreuses formes humaines couchées côte à côte, perpendiculairement aux murs, sous des protections encore plus précaires, de vieux tissus ou de cartons... Au loin, dans la plaine, émergeant au milieu de la marqueterie des rizières apparaissent les ultimes extensions spatiales de la ville : des maisons qui se tassent au maximum sur les petites buttes des anciens villages, et aussi, par endroits, la géométrie de grands toits d'usines, blocs de modernité étalés sur de vastes terres-pleins conquis sur les terres nourricières...²

Au premier abord, il s'agit donc bien ici d'une "vraie ville", comme tant d'autres. Mais la réalité est plus nuancée : Antananarivo, capitale d'un Etat séculaire, correspond-elle vraiment à ce schéma théorique, avec tout ce qu'il signifie de société toujours en recomposition, où se brassent les différences et où se dissolvent les contrôles sociaux propres à l'univers des villages ?

En fait, malgré sa taille plus que millionnaire et ses fonctions de capitale moderne d'un pays très étendu, Antananarivo est encore, dans une large mesure, un village - certes le plus gros village de la Grande-Île, mais un village quand même, enraciné dans son terroir ancien, c'est-à-dire l'univers de la civilisation merina.

La géographe Catherine Guérin a très bien synthétisé cette singularité culturelle de la vieille cité. Elle en sera pour nous un guide précieux : "La conception merina de l'espace ne comprend pas de notion de la ville pensée comme différente des campagnes. (...) Le mot "ville" se traduit en malgache, approximativement, par "gros village en hauteur". Dans l'esprit de ses fondateurs, la ville

¹ Voir ainsi Alain Marie : *Une Afrique des individus ?* Paris, Karthala, 1997, 440 p.

² A la différence des campagnes malgaches, qui ont (légitimement) passionné les chercheurs, il y a eu, apparemment, assez peu d'études sur la ville d'Antananarivo. Mais beaucoup sont excellentes, que l'on a ici exploitées le plus possible. On trouve, en autres, de bonnes synthèses dans l'ouvrage collectif *La Cité des Mille. Antananarivo : Histoire, architecture, urbanisme*. Antananarivo, CITE et Tsipika, 1998, 191 p.

fut conçue comme un "microcosme du monde rural", qui devait assurer un continuum entre les mondes rural et urbain."¹

La société merina (que nous prendrons ici comme emblématique du monde malgache, même si les autres régions du pays présentent naturellement bien des originalités) est, depuis des siècles, fermement structurée en strates hiérarchisées, que domine le roi (ou la reine), pivot ontologique et politique de son royaume, et d'abord de sa capitale, à partir de son point culminant : "Outre son évidente utilité stratégique, ce site extrêmement escarpé correspondait éminemment à la conception merina de la ville, qui sous-tend l'idée de hauteur, (...) localisation permettant d'exprimer visuellement la puissance de celui qui détient le pouvoir."² Tout en haut de l'arête rocheuse, à plus de 200 mètres au-dessus de la plaine, trônait donc le pouvoir exécutif, dans l'orgueilleux palais de pierre et de bois du *Rova*, aujourd'hui en ruine³. La communauté citadine se répartissait, socialement et spatialement, autour de lui. En effet, comme le schématise Catherine Guérin à partir d'une réalité infiniment complexe : "la société malgache se divise en trois [classes] : les *andriana* (les nobles), les *hova* (les hommes libres) et les *andevo* (les esclaves), entre lesquels la séparation est très rigoureuse au XIX^e siècle. Chaque classe se voit attribuer comme lieu de résidence une portion précise de l'espace urbain. A partir du point focal qu'est le Rova, une stratification altitudinale est ainsi mise en place. L'espace tananarivien est donc structuré comme tout village merina, qui place le chef au point le plus élevé et classe ensuite les habitants de manière concentrique selon leur position sociale décroissante."⁴

Au fil du temps, la ville n'a pu s'empêcher d'évoluer, de grandir, de déborder bien au-delà du nid d'aigle qui lui servit de berceau, et de s'affranchir -en partie- de ses normes culturelles anciennes : "Cette rigidité [du système spatial traditionnel] est toutefois circonscrite à la ville haute : dans la ville basse, née au XX^e siècle, les [classes] cohabitent et se mêlent : (...) en plaine, l'indifférenciation spatiale se double d'une indifférenciation sociale."⁵ Cependant, la mutation dans les formes ne s'est pas forcément accomplie dans les têtes : "La dichotomie entre ville haute et ville basse structure véritablement les représentations urbaines de la plupart des habitants, de quelque quartier qu'ils soient originaires. Ceux des collines affichent un mépris ostensible pour la ville basse, et ceux "d'en bas" développent un sentiment d'infériorité et de frustration par rapport à ceux "d'en haut", (...) la ville historique, bastion des grandes familles du XIX^e siècle, la colline qui porte les plus belles maisons traditionnelles, idéalement ouvertes à l'ouest..."⁶

Ainsi la cité d'Antananarivo est-elle donc aussi, à de nombreux points de vue, un village, ce qui en explique bien des aspects. En même temps, c'est tout autant, et de longue date, une grande ville, *la* grande ville, dont les habitants ne sont pas peu fiers de se considérer comme citoyens. Toujours selon C. Guérin : "Dans la culture merina, Antananarivo représente le symbole du prestige royal d'antan et le berceau historique de la nation. Les Malgaches dans leur ensemble, et en particulier les Tananariviens, développent un fort sentiment d'attachement à leur ville, sentiment intrinsèquement mêlé de fierté. (...) Habiter Antananarivo, c'est participer à la constitution de l'essence si particulière de la ville. C'est avoir conscience de participer au (...) sentiment de "vivre ensemble", (...) d'être membre d'une communauté soudée par des liens invisibles mais puissants, en dépit des difficultés croissantes."⁷

Tout ceci contribue à donner à la population une cohérence rare, y compris dans ses liens avec l'espace rural environnant, car il n'y a, au fond, pas de discontinuité, pour le Tananarivien, entre monde urbain et univers villageois : il en vit l'unité, en particulier par un rattachement indestructible au monde, naturel et surnaturel, qui est celui de ses ancêtres.

¹ Catherine Guérin : "Antananarivo, espace urbain, espace culturel. L'empreinte de la culture malgache sur les pratiques et les représentations du milieu urbain", *Géographie et Cultures* n° 25, Paris, 1998, pp. 91-109 (p. 97).

² C. Guérin : idem, p. 95.

³ Ce dont les Merina ne se consolent pas, voyant dans son incendie (d'origine criminelle) en 1995 et dans sa non-reconstruction (alors que les fonds avaient été réunis) le symbole amer de la dégénérescence de l'Etat malgache.

⁴ C. Guérin : op. cit., p. 96.

⁵ Ibid.

⁶ Catherine Guérin-Fournet : "La ville mise en scène : quelques enjeux à propos des représentations écrites et iconographiques d'Antananarivo (Madagascar)", *Géographie et Cultures* n° 40, Paris, 2001, pp. 93-108 (p. 105).

⁷ C. Guérin : "Antananarivo, espace urbain, espace culturel", op. cit., pp. 107-108).

2 - Une population très homogène, à la croissance modérée

En effet, plus spectaculairement encore que d'autres sociétés qui ont conservé de fortes traditions, le monde malgache est fixé, véritablement rivé, à son sol par ses morts. Le tombeau est la construction la plus importante que doit édifier une famille, ou un individu dès qu'il le peut. On ne peut donc s'éloigner beaucoup de son terroir d'origine. La participation aux rites funéraires -et avant tout à la coûteuse fête du "retournement des morts"- est le signe incontournable d'un ancrage maintenu au sein de sa communauté familiale. S'en dispenser est le signe d'une exclusion très grave, la cause d'une véritable mort sociale.

Cette omniprésence des morts marque toujours les citadins et cimente leurs liens avec le passé qui fonde leur identité, collective et individuelle. Comme le dit Catherine Guérin : "Les Tananariviens respectent encore un certain nombre de pratiques traditionnelles d'origine rurale. Ainsi, toutes les coutumes qui touchent au culte des morts, très vivant à Madagascar, ne sont nullement abandonnées à Antananarivo, bien au contraire. (...) L'acculturation urbaine, quel que soit son degré, n'a pas de prise sur cet attachement au tombeau. (...) Le lieu d'où l'on vient (c'est-à-dire non celui où l'on est né, circonstanciel, mais celui où reposent les ancêtres) est toujours plus déterminant que celui où l'on vit. Dans le contexte actuel de crise économique et sociale, l'attachement au tombeau ancestral joue un rôle (...) de refuge identitaire ; il représente la stabilité dans un monde inquiétant. (...) Le milieu urbain semble n'avoir guère de prise sur la vie spirituelle et les croyances merina. (...) L'urbanité d'Antananarivo se révèle donc éminemment ambiguë."¹

L'emprise si forte d'une culture ancienne sur une grande cité moderne s'explique en particulier par la remarquable homogénéité de sa population, exceptionnelle pour une capitale du Tiers-monde : la ville est peuplée à 89,1 % de Merina, accompagnés, comme second groupe, de 4,6 % de Betsileo, venus du sud des Hautes Terres². Ainsi, pour l'essentiel, la capitale n'a attiré que la population qui lui est géographiquement proche : selon les enquêtes fines et rigoureuses de l'équipe franco-malgache MADIO³, les migrants qui arrivent dans la ville proviennent en majorité (55 %) de la province même (*faritany*) d'Antananarivo, pour les femmes comme pour les hommes⁴.

Il est vrai que, dans ce pays montagneux au relief très accidenté, les communications routières sont toujours difficiles et les mouvements de population limités. C'est pourquoi, dans le domaine des migrations, la Grande-Île apparaît plutôt comme un archipel : seuls 16,6 % des habitants de Madagascar ne vivent pas dans leur province natale⁵. Les autres grandes villes, en particulier les chefs-lieux côtiers, dont les populations s'échelonnent entre une et deux centaines de milliers d'habitants⁶, ne recrutent leurs immigrants que chacune dans son environnement proche. Le taux d'urbanisation national est faible, en croissance modérée : 16 % en 1975, 23 % en 1993, soit un accroissement de l'ensemble de la population urbaine de 4,8 % par an.

Réduite ainsi à un "bassin versant" migratoire limité, la capitale a connu un essor démographique moindre que ses homologues africaines, dont beaucoup ont caracolé longtemps avec

¹ C. Guérin : "Antananarivo, espace urbain, espace culturel", op. cit., pp. 98-99.

² MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo. Emploi, famille, logement*. Projet MADIO, Antananarivo, 1999, 75 p. (p. 35). Ces Betsileo ont d'ailleurs tendance à se fondre dans la masse merina du fait de leurs mariages assez fréquents avec ceux-ci. Rappelons que toute l'île partage une langue unique, certes avec des nuances régionales mais qui donne une forte unité humaine au peuple malgache.

³ "Madagascar-Dial-Instat-Orstom", programme d'information statistique dépendant de l'Institut national de la Statistique du Ministère malgache des Finances et de l'Économie.

⁴ MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., p. 57.

⁵ Idem, p. 56. Par comparaison, ce chiffre est de 32 % au Cameroun et de 36 % en Côte d'Ivoire.

⁶ Toamasina (en français Tamatave), le plus grand port du pays, sur la côte orientale : 175 000 hab. (soit à peine 15 % de la population de la capitale), Antsirabe, second centre des hauts plateaux : 145 000, Mahajanga, le port du Nord-Ouest, la seule ville cosmopolite : 130 000, Fianarantsoa, chef-lieu des plateaux betsileo : 125 000, et Toliary (Tuléar), le port du Sud : 115 000, enfin Antsiranana (ex-Diégo-Suares), le port de l'Extrême-Nord, bien engourdi : 70 000 (estimations MADIO pour 2000). Ensemble, ces six villes n'atteignent pas les deux tiers de la population d'Antananarivo : il y a bien macrocéphalie à Madagascar, même sans un véritable réseau urbain national.

des rythmes de 6 à 8 % par an. De 250 000 habitants en 1960, sa population passe à 450 000 en 1975 et environ 1 200 000¹ en 2000, soit une croissance de 4,5 % par an, dont à peu près 3 % par croît naturel et seulement 1,5 % par excédent des arrivées sur les départs². Notons que, comme toujours dans les grandes villes du Tiers-monde, il s'agit d'une population jeune : 47,3 % des Tananariviens ont moins de 20 ans, et seulement 3,1 % plus de 60 ans³.

Ce sont quand même là des volumes importants : en quarante ans, près d'un million d'habitants supplémentaires à loger, scolariser, soigner, faire travailler, faire circuler... Et les investissements publics -hormis la création du lotissement dit des "67 hectares", au cours des années 1960- ont été jusqu'ici gravement insuffisants, dans pratiquement tous les domaines. Savoir que beaucoup d'autres capitales, avec un rythme de croissance deux fois plus rapide, connaissent une situation pire n'est ici qu'une maigre consolation.

3 - Le vécu urbain : quartiers et habitats

Une ville avec un enracinement historique aussi fort, dont la population s'accroît assez peu et se diversifie encore moins, présente nécessairement, dans ses parties anciennes, une grande stabilité à la fois paysagère et sociale. Continuons à suivre les analyses de Catherine Guérin : "Antananarivo présente l'originalité d'avoir été une ville importante avant même la colonisation : 30 000 habitants au début du XIX^e siècle. (...) [Puis ce fut, de 1895 à 1960,] une capitale coloniale⁴ (...) où les ambitions [d'urbanisme des nouvelles autorités] se sont heurtées à une résistance bien réelle et extrêmement efficace. En effet, les Français se contentent le plus souvent (...) de percer quelques voies, sans toucher au tissu urbain interstitiel. Ainsi se maintiennent et se développent de très nombreux quartiers "impénétrables", uniquement accessibles à pied, constitués d'un dédale de ruelles et d'escaliers, qui permettent le maintien d'un mode d'urbanisation merina. Plus encore, ils répondent à un besoin sécuritaire et identitaire face au colonisateur."⁵ C'est pourquoi "Antananarivo est présentée comme une ville impénétrable, à l'urbanisation anarchique, donc difficile à appréhender, à saisir. (...) Contrairement à cette impression paysagère première, il s'agit d'une ville parfaitement organisée, structurée selon des repères historiques et statutaires très vivaces, ainsi que selon une toponymie très riche."⁶

"Le vécu urbain se réduit bien souvent au quartier, entité de base de structuration de l'espace social. (...) Pour les habitants de nombreux quartiers labyrinthiques, impénétrables, cette structure en dédale ne constitue pas un handicap, bien au contraire : ils s'y sentent comme protégés de l'extérieur. Ils s'approprient ainsi leur espace, qui se ferme aux étrangers, (...), en analogie profonde avec la structure originelle sécurisante du village communautaire. (...) Nombreux sont les habitants qui ont une perception atomisée de leur ville, et non une vue d'ensemble. Il est fréquent de rencontrer des gens, parfois Tananariviens de souche ou installés depuis des décennies, qui ne sont jamais sortis de leur quartier. (...) [Beaucoup des sous-quartiers familiaux sont habités, depuis leur fondation,] par un même lignage (...) et fonctionnent en autarcie en matière de sociabilité : leurs membres se fréquentent activement entre eux, s'entraident, mais n'entretiennent presque aucun lien avec les personnes extérieures au lignage..."⁷

¹ Dont 51 % de femmes, autre signe que l'immigration (toujours d'abord masculine) est faible.

² MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., p. 7. Cette enquête a aussi montré que cette immigration est proportionnellement de moins en moins importante dans le peuplement de la ville : la part des non-natifs d'Antananarivo dans chaque génération diminue, "passant d'un peu plus de 50 % (pour les deux sexes) dans la génération la plus âgée à 40 % chez les hommes et 44 % chez les femmes des générations les plus jeunes" (ibid., p. 56).

³ MADIO : *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages dans les sept grandes villes de Madagascar*. Antananarivo, Projet MADIO II, 2000, 79 p. (p. 6)

⁴ Où, précise Catherine Guérin, "il n'a jamais eu de ville blanche séparée de la ville indigène" (op. cit., p. 99).

⁵ C. Guérin : "Antananarivo, espace urbain, espace culturel", op. cit., pp. 95 et 99.

⁶ Catherine Guérin-Fournet : "La ville mise en scène...", op. cit., p. 99.

⁷ C. Guérin : "Antananarivo, espace urbain...", op. cit., pp. 99-100.

Autre élément de stabilité de la ville et de ses paysages, "l'attachement des Merina à leur maison est extrêmement fort, constate Catherine Guérin, (...) en particulier quand ils vivent dans ce qu'ils appellent la "maison des ancêtres". (...) La maison tananarivienne se présente comme un espace chargé de signes et investi d'une perspective métaphysique qui transcende son appartenance terrestre, (...) et se place dans un système de valeurs fondé sur l'éternité."¹

Ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur les relations passionnantes entre la cosmogonie des Malgaches et leur architecture, si caractéristique de l'île. Dans sa nature, la maison urbaine n'est pas différente de la maison rurale : une haute bâtisse à toit à (double) pente forte, dont la façade (autant que possible orientée vers le Couchant) s'orne, pour les plus belles, d'un balcon sur colonnade, la "varangue". Bien sûr, avec la richesse des citadins, les matériaux seront plus solides et surtout les ornements plus élaborés, plus ostentatoires. Mentionnons simplement ici que, avec l'effondrement économique des dernières décennies, l'entretien de ces maisons anciennes si chères au cœur des Tananariviens laisse de plus en plus à désirer : la plupart sont gravement décrépités, et certaines, parfois, s'écroulent.

Bien sûr, la ville telle qu'elle était au moment de l'Indépendance a dû faire face aux besoins de sa population nouvelle, non sans grandes difficultés. Selon les analystes de MADIO : "Malgré un ralentissement de la croissance démographique et une réduction très lente de la taille des ménages (de 5,5 personnes en 1960 à 4,9 en 1995), la demande de logement non satisfaite ne cesse de croître. (...) L'habitat informel constitue la principale possibilité de logement pour les citadins à faibles revenus. Il s'agit surtout d'habitat improvisé, sans plan d'ensemble d'aménagement, généralement fruit de l'auto-construction avec l'aide des voisins ou des membres de la famille."² (...) Qu'il s'agisse d'un habitat de qualité ou d'un taudis, "l'accès à la propriété est bien souvent tardif³, et précède de peu la retraite de l'individu. Etre propriétaire de son logement n'est pas du tout révélateur du niveau de vie des gens, puisque, même dans le cas de construction sommaire, ce qui semble primer, c'est d'avoir un *chez soi*"⁴.

Selon les données chiffrées qui synthétisent les conditions de l'habitat dans l'ensemble de la ville, le bâti n'est en dur (c'est-à-dire le plus souvent en briques) que pour 53 % des logements. Si 67 % d'entre eux disposent de l'électricité (et 55 % de la télévision, grande ouverture sur le monde), seuls 17 % jouissent d'une arrivée d'eau courante intérieure⁵. La qualité globale est donc assez médiocre, car elle est tirée vers le bas par les nombreuses constructions précaires et inconfortables (en particulier inondables, car souvent situées dans les zones les plus marécageuses) des vastes étendues des quartiers les plus pauvres.

4 - Les caractères spécifiques de la famille tananarivienne actuelle

On le sait, la clé des problèmes de l'exclusion des enfants se situe avant tout dans la crise de la cellule familiale. Il faut donc, pour pouvoir évaluer la situation, comprendre l'état moyen des familles, ce que nous permettent les précieuses analyses du Projet MADIO.

Comparée à celle de beaucoup d'autres capitales, la situation des familles paraît ici exceptionnellement favorable. Selon les données disponibles, les couples sont d'une grande stabilité. Les divorces sont peu nombreux, et n'augmentent pas : après 10 ans d'union, seuls 5 % des mariages officiels se sont séparés, et 10 à 15 % des unions libres⁶. Les personnes divorcées sont

¹ Ibidem, p. 102.

² MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., p. 55.

³ Seulement un tiers des hommes de 40 ans sont propriétaires, en général par héritage. MADIO : idem, p. 64.

⁴ Idem, p. 68. Une autre enquête de l'équipe MADIO fait état de nombreuses naissances à la maison (44 %). Certes cela concerne surtout les femmes les plus jeunes et les moins éduquées, mais c'est un élément qui renforce l'attachement viscéral du Tananarivien envers sa maison de famille. MADIO : *L'état de santé de la population et la demande des soins dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997*. Antananarivo, 1997, 60 p. (p. 45).

⁵ MADIO : *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages...* op. cit. pp. 53-54).

⁶ A titre de comparaison, à Lomé, le tiers de femmes de 40 ans a divorcé au moins une fois.

rare, et elles ne se remarient pas toujours (60 % des hommes, 30 % des femmes)¹. De ce fait, la plupart des naissances se sont déroulées dans le cadre d'une union, même si les premières naissances issues d'une mère célibataire ont légèrement augmenté (de 7 % à 11 % en vingt ans)², situations pour lesquelles la société malgache est d'ailleurs tolérante : l'enfant est toujours le bienvenu. "Vivre au sein de sa famille constitue donc la règle pour la plus grande partie de la population d'Antananarivo. La vie hors d'un cadre familial touche plus souvent les jeunes hommes (jusqu'à 6 % à l'âge 20 ans) que les jeunes femmes (jamais plus de 2 %)"³. Sur tous ces points, les indicateurs qui signifieraient un progrès de la déstructuration familiale en milieu urbain sont remarquablement faibles.

Autre élément de stabilité, les mariages se font essentiellement à égalité de niveau d'éducation : "Les hommes tendent de plus en plus à s'unir à une femme qui a entrepris les mêmes études qu'eux. Cette homogamie de niveau d'éducation favorise l'homogamie sociale". La différence de religion (c'est-à-dire entre confessions chrétiennes)⁴ n'est pas un obstacle au mariage. Les unions ont toujours été et restent essentiellement intra-ethniques pour les Merina, ce qui est normal pour un groupe qui compose une majorité écrasante. Déjà peu nombreux, les jeunes Bestsileo (surtout les garçons, qui rencontrent peu de filles de leur ethnie) ont de plus en plus tendance à se fonder par mariage dans la masse merina⁵.

Signalons que la polygamie, qui reste forte dans les villes d'Afrique de l'Ouest (où 20 à 30 % des femmes mariées vivent dans des ménages polygames), est presque nulle à Madagascar (4,3 % des femmes en milieu rural, 3,5 % en milieu urbain), et en particulier dans la capitale : seules 3,0 % des Tananariviennes doivent partager leur époux⁶.

On l'a dit, les ménages ont une taille moyenne de seulement 4,9 personnes. Le modèle dominant est donc le ménage nucléaire : le couple de parents et quelques enfants (en moyenne 1,8). De ce fait, 53 % des unités de vie commune comptent de 4 à 6 membres⁷. 52,2 % des ménages sont "nucléaires stricts" (sans autres personnes que les parents et leurs enfants), 20,5 % sont classés comme "nucléaires élargis" et 4,0 % sont formés d'un couple tout seul. Autrement dit, un couple d'adultes est présent dans plus des trois quarts des foyers⁸.

Les ménages mono-parentaux représentent moins du cinquième des unités (7,9 % sont simples et 11,5 % élargis), ce qui est peu pour une ville de ce type. Mais, comme ailleurs dans le monde, le chef de ces derniers est le plus souvent une femme : dans 85 % des foyers nucléaires et 77 % des élargis. De même 51 % des personnes vivant seules (soit 3,9 % des ménages) sont des femmes⁹, dont 40 % ont moins de 30 ans et 23 % plus de 60 ans¹⁰. Globalement, la proportion de femmes chefs de famille est un bon indicateur de la solidité familiale d'une société¹¹ ; elle se révèle ici moyenne : estimée, d'un document à l'autre, entre 17,7 %¹² et 18,5 %¹³. Les femmes vivant seules avec leurs enfants ont le plus souvent entre 40 et 50 ans ; 29 % d'entre elles sont divorcées et 56 %

¹ MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., pp. 40-41.

² Idem, p. 43.

³ Idem, p. 49.

⁴ La ville compte 60,4 % de protestants (toutes dénominations réunies) et 36,7 % de catholiques (surtout dans les couches populaires), et seulement 0,5 % de musulmans. MADIO : *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages dans les sept grandes villes de Madagascar*, op. cit. p. 8.

⁵ MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., pp. 34-35.

⁶ Philippe Antoine : "Nuptialité et conditions de vie dans les villes africaines", *Populations et défis urbains*, Louvain-la-Neuve, 1999, 21 p. multig. (pp. 4-7).

⁷ MADIO : *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997*. Projet MADIO, Antananarivo, 1997, 43 p. (p. 8).

⁸ MADIO : *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages...*, op. cit., pp. 15-16.

⁹ Ibidem.

¹⁰ MADIO : *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité...*, op. cit., p. 7.

¹¹ A Abidjan, ce chiffre est passé en une douzaine d'années de 9 % à 19 %, ce qui est un bien mauvais signe. A Lomé, ville où l'instabilité conjugale est forte depuis longtemps, il est de 25 %.

¹² MADIO : *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité...*, op. cit., p. 8.

¹³ MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., p. 52.

veuves¹. On sait à quel point ce sont le plus souvent ces diverses unités familiales matri-centrées qui connaissent les plus grandes précarités ; elles pèsent ici relativement peu, et c'est encore un point positif pour la qualité de la vie urbaine.

A l'intérieur de ces familles surtout nucléaires, la cohabitation est solide : parents et enfants se séparent peu. "Avant l'âge de 10 ans, plus de 85 % des individus présents sont des enfants du chef de leur ménage, ce qui montre que le "confiage" des enfants est une pratique relativement peu répandue."² Seuls 22 % des enfants de 5 à 9 ans ne vivent pas avec leurs deux parents unis : 14 % sont avec leur mère seule, 3 % avec le père seul, et à peine 5 % avec aucun des deux³. Les 10-14 ans sortent davantage du nid, mais modestement : 72 % vivent avec leurs deux parents, 12 % avec la mère, 4 % avec le père, 12 % ailleurs⁴.

Seuls 1,4 % des foyers comportent une personne sans aucun lien de parenté avec le chef de ménage⁵. Le nombre des enfants étrangers vivant comme domestiques dans les familles est faible, sans être négligeable : le quart des enfants immigrés âgés de 10 à 19 ans en sont⁶.

Comme ailleurs, le prolongement de la cohabitation entre parents et enfants a été l'une des conséquences les plus visibles des difficultés d'accès à l'autonomie pour les jeunes du fait de la crise économique, avec le recul de l'âge de mise en union⁷. Il faut aussi noter que, même quand parents et enfants devenus adultes ne cohabitent plus, la solidarité familiale reste forte : dans les échanges financiers entre ménages, 62 % des aides données ou reçues se font entre ascendants et descendants, ainsi que 16 % entre frères et sœurs, 8 à 10 % avec d'autres parents, et seulement 12 à 13 % avec des personnes non-apparentées : "L'institution qui garantit le plus la sécurité matérielle des individus reste la famille proche", concluent les auteurs⁸. Ces derniers soulignent aussi l'importance des "visites de solidarité" (*famangiana*), où l'on se rend dans une autre famille pour lui exprimer, selon les circonstances, la joie ou (surtout) le deuil que l'on vient partager avec elle, en lui apportant un cadeau (nécessaire mais plutôt symbolique) : 77 % des ménages enquêtés avaient obéi au moins une fois à cette obligation sociale dans les trois mois qui avaient précédé l'enquête⁹.

Autre facteur positif pour la solidité de la société urbaine, la natalité a commencé à décroître. L'indice synthétique de fécondité est en baisse rapide : 4,0 enfants par femme en 1986, 3,2 en 1992, 2,8 en 1996. On constate peu de différences selon que la mère est native de la ville (2,9) ou immigrée (3,1) : il y a donc, chez les immigrants, une "intégration rapide des normes urbaines en matière de fécondité". Par contre, l'écart est très marqué en fonction du niveau social : 2 enfants par femme dans le quart le plus riche de la population, mais 4 enfants dans le quart le plus pauvre. "Au total, en 10 ans, la descendance finale a diminué d'un enfant par femme grâce à la diffusion rapide des méthodes contraceptives" (surtout chez les femmes les plus éduquées et les plus favorisées)¹⁰.

Un indicateur moins encourageant est la relative précocité de la procréation : 15 % des naissances sont le fait de femmes de moins de 20 ans. "Plus inquiétant, ce phénomène aurait tendance à progresser puisqu'en 1986, les adolescentes étaient responsables de "seulement" 7 % des naissances, contre 14 % aujourd'hui."¹¹ L'âge de la mère à la première naissance est en moyenne

¹ MADIO : *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité...*, op. cit., p. 8.

² MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., p. 52.

³ A Yaoundé, 27 % des enfants de cet âge ne vivent pas avec leur mère.

⁴ MADIO : *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité...*, op. cit., p. 13.

⁵ Idem, p. 11.

⁶ Idem, p. 13.

⁷ MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., p. 52.

⁸ MADIO : *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité...*, op. cit., pp. 18-19. Ces échanges se font beaucoup plus à l'intérieur de l'agglomération d'Antananarivo qu'avec le milieu rural malgache ou avec les autres villes : "Les solidarités financières correspondent surtout à des relations de proximité" (id., p. 20).

⁹ Idem, pp. 34-35.

¹⁰ MADIO : *L'état de santé de la population et la demande des soins dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997*. Antananarivo, 1997, 60 p. (pp. 34-36).

¹¹ Idem, p. 33.

assez stable pour la plupart des citadines : autour de 22 ans, mais il n'est que de 19 ans pour les moins instruites de celles-ci, avec une nette croissance des risques pour la santé de la mère et de l'enfant, d'autant plus que l'intervalle entre deux naissances est souvent trop court chez les mères les plus jeunes. Si les avortements sont peu nombreux (4 % des grossesses en moyenne), ce chiffre grimpe à 14 % chez les adolescentes enceintes.¹

Dans la capitale, les possibilités de suivi médical prénatal sont assez bonnes. Pour une consultation, "la moitié des patientes, quand elles déboursent quelque chose, payent moins de 2 500 Fmg. Près d'un tiers de femmes n'ont rien dû payer lors de leur dernière entrevue. L'hôpital et la maternité reste globalement accessible à l'ensemble de la population"² - avec, bien sûr, des exceptions.

Le taux global de mortalité infantile avant l'âge d'un an est moyen (60 ‰), mais il est en fait très directement dépendant du niveau d'éducation : il n'est que de 13,5 ‰ chez les mères qui ont fait le plus d'études, et de 91,5 ‰ chez les moins éduquées³, ce qui n'a rien de surprenant.

5 - Quelques autres indicateurs de la vie sociale : économie, emploi et scolarité

Dans toutes les sociétés, le chômage et le sous-emploi, visibles ou déguisés, sont des fléaux sociaux autant qu'économiques : l'absence de revenus comme la non-insertion dans le monde du travail minent gravement la stabilité des ménages, provoquant séparations et recompositions matrimoniales, violences physiques et symboliques, exploitation des enfants... Autant de causes à leur fuite dans la rue.

Pendant des décennies, l'économie malgache s'est détériorée, dans la capitale comme dans tout le pays : en 1995, le produit intérieur brut n'était plus que de 65 % de celui de 1960. Le secteur économique moderne a chuté brutalement : la part du secteur informel a grimpé de 20 à 41 %⁴. Les jeunes, comme toujours, ont été au premier rang des victimes, car ils ne peuvent plus entrer dans le monde du travail ni accéder à l'autonomie sociale. Une étude menée en 1998 par MADIO sur le devenir de trois générations de Tananariviens (nées dans les décennies qui ont commencé respectivement en 1943, 1953 et 1963) a ainsi montré, entre autres, que le temps d'attente du premier emploi à la sortie du système scolaire est certes un peu plus court qu'autrefois, mais que ces emplois se sont de plus en plus gravement dégradés en termes de revenus et de précarité : "le salaire moyen à la première embauche a régressé de 76 % entre 1964-74 et 1987-97."⁵ De ce fait, "les jeunes générations doivent faire face à des difficultés d'accès à l'emploi, au logement ou de constitution de leur famille. Ils accèdent donc plus tardivement au statut d'adulte à part entière. (...) Le retard de l'âge au mariage et l'augmentation des ruptures d'union conduisent à une pluralité des situations matrimoniales, et donc à une plus grande diversité des situations familiales."⁶ Inutile d'en détailler toutes les conséquences possibles en termes de misère et d'essor de l'insécurité urbaine.

La décennie 1980 avait été particulièrement désastreuse : la politique économique dirigiste imposée par l'Etat de 1975 à 1981⁷ avait, en quelques années, détruit l'appareil de production et d'échanges hérité de la période coloniale, déjà pas très dynamique. La chute du niveau de vie avait été brutale, et c'est alors qu'étaient apparues les familles sans abri dans les rues de la capitale.

Au cours des années 1990, la situation s'est progressivement redressée, de plus en plus sensiblement. C'est ainsi que l'équipe MADIO a observé dans la ville, de 1995 à 1998, une croissance de la consommation moyenne des ménages de 18,8 % en termes réels⁸, au bénéfice de

¹ Idem, pp. 40-44.

² Idem, p. 43.

³ Idem, pp. 47-48.

⁴ Philippe Antoine : "Nuptialité et conditions de vie dans les villes africaines", op. cit., p. 9.

⁵ MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo...*, op. cit., p. 24.

⁶ Ph. Antoine : op. cit., p. 13.

⁷ Voir entre autres Pierre Vérin : *Madagascar*. Paris, Karthala, 2000, 270 p. (pp. 195-208).

⁸ MADIO : *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*. Projet MADIO, Antananarivo, 1998, 49 p. (p. 36).

toutes les activités de la population. Ne citons qu'un seul exemple de ce redressement : la consommation de riz (la nourriture essentielle, réellement et symboliquement, des Malgaches) était, en 1961, de 135 kg par personne et par an, en 1978 de 112 kg, en 1995 de 107 kg ; elle est remontée à 132 kg en 1998 (avec une diversification de l'alimentation, qui en a fait baisser la part). L'apport calorique de la ration alimentaire médiane est passé de 1 500 calories par jour en 1995 à 1 800 en 1998 : une jolie progression (+ 20 %), mais qui laisse encore le Tananarivien moyen en dessous des normes internationales (2 100 calories par jour¹).

Globalement, toutes les catégories sociales ont profité de l'embellie, et la grande pauvreté a diminué, mais cette amélioration a été très inégalement répartie, comme toujours en période de libéralisation de l'économie : "La croissance profite d'abord aux riches. Alors que le quart des ménages le plus favorisé voit son niveau de vie augmenter de 35 %, cette performance est de plus en plus faible à mesure que l'on se déplace vers les ménages les moins bien lotis, pour se situer à + 27 % dans les deux quarts les plus pauvres. Les inégalités de revenus, déjà élevées en 1995, se sont encore accrues en 1998. (...) La consommation du quart le plus riche était 7,1 fois supérieure à celle du plus pauvre ; trois ans plus tard, elle l'est de 7,6."²

MADIO a aussi observé que, de 2000 à 2001, le chômage a diminué de 5,5 %³. Ce progrès est essentiellement dû à l'essor de l'emploi formel, c'est-à-dire au succès de la politique des usines classées en "zone franche", exonérées d'impôts si elles travaillent pour l'exportation⁴. Alors qu'Antananarivo concentrait déjà les deux tiers de l'emploi moderne de l'île, et 60 % des emplois de la fonction publique⁵, l'agglomération a reçu 92 % de ces investissements⁶. C'est ainsi qu'en 2000, sur les 9 000 emplois créés en un an par les entreprises franches, 7 200 l'ont été à Antananarivo⁷. Au total, c'est environ 80 000 emplois que la capitale a reçus, certes avec des salaires faibles (de l'ordre de 200 000 Fmg par mois), mais cet apport massif d'activités industrielles (qui en a d'ailleurs généré beaucoup d'autres) est évidemment pour beaucoup dans l'amélioration économique de ces dernières années⁸.

Le revenu mensuel moyen à Antananarivo (330 000 Fmg) a progressé de 15 % en un an (en francs courants, la moitié en pouvoir d'achat réel, car l'inflation a été forte)⁹. Il peut être utile d'indiquer ici l'ordre de grandeur des ressources monétaires des citoyens normalement insérés (ou à peu près). Cadres mis à part, les revenus moyens sont, pour les employés et ouvriers du secteur privé formel (27 % de la population active de la ville), de 278 000 Fmg, et de 113 000 Fmg pour les simples manœuvres. Dans le secteur informel (41 % de cette population active), les travailleurs à leur compte gagnent 242 000 Fmg par mois, les employés et ouvriers 195 000, les manœuvres la somme dérisoire de 53 000¹⁰. De leur côté, les citoyens qui travaillent encore dans le secteur primaire (4,3 % des emplois) gagnent 163 000 Fmg, et les fonctionnaires en moyenne 500 000¹¹.

Naturellement, les progrès réalisés ces dernières années ont été gravement ébranlés par la crise politique du premier semestre 2002 : le blocus imposé à la capitale a entraîné la fermeture des

¹ Il est vrai que les gens sont petits et légers (en moyenne 1,64 m et 57 kg pour les hommes de plus de 20 ans, 1,54 m et 50 kg pour les femmes). Cette taille, liée à l'alimentation (et surtout à ses insuffisances), varie de 2 à 3 cm entre les plus riches et les plus pauvres, et la génération née en 1970 mesure en moyenne 1 cm de moins que la précédente. Cf. MADIO : *L'état de santé de la population et la demande des soins...*, op. cit., p. 7.

² MADIO : *La consommation et le rôle du secteur informel...*, op. cit., pp. 38-40.

³ MADIO : *Dynamique du marché du travail dans les sept grandes villes de Madagascar entre 2000 et 2001*. Projet MADIO II, Antananarivo, 2002, 32 p. (p. 9).

⁴ Il s'agit aux trois quarts d'usines de confection, qui utilisent surtout de la main-d'œuvre féminine, docile et peu payée.

⁵ MADIO : *Dynamique du marché du travail dans les sept grandes villes de Madagascar...*, op. cit., p. 15.

⁶ MADIO : *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages...*, op. cit., p. 31.

⁷ MADIO : *Dynamique du marché du travail dans les sept grandes villes...*, op. cit., p. 15.

⁸ Pour un bilan de la politique des zones franches, voir Mireille Razafindrakoto et François Roubaud : "Les entreprises franches à Madagascar : atouts et contraintes d'une insertion mondiale réussie", *Afrique contemporaine* n° 202-203, 2002, pp. 147-163.

⁹ Ibid., p. 23.

¹⁰ MADIO : *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages...*, op. cit., p. 41.

¹¹ Idem, p. 39.

usines, et le chômage technique pour environ 80 000 personnes. Les marchés extérieurs ont été perdus. Certes, les entreprises en retrouveront, redémarreront, mais quand ? Il est toujours beaucoup plus long de reconstruire ce type de tissu industriel que de le ruiner.

Quant à la scolarisation des Tananariviens, elle paraît, au total, remarquablement forte (96,4 % des habitants âgés de 6 ans et plus sont ou ont été à l'école) et ancienne (91,7 % des 60 ans et plus ont été scolarisés dans leur enfance). Toutefois, parmi les 15-19 ans, 47,2 % n'y sont plus¹.

La capitale est, dans ce domaine, beaucoup plus favorisée que la campagne : alors qu'en moyenne nationale, le taux net de scolarisation des enfants dans l'école primaire n'est que de 48 %, il atteint 88,4 % à Antananarivo (88,6 % pour les garçons, 88,1 % pour les filles : la différence est étonnement faible, et pas beaucoup plus sensible entre les classes sociales : 92 % pour le quart de la population le plus riche, 82 % pour le quart le plus pauvre).²

Mais, si les chiffres globaux paraissent bons, signifiant au moins un maintien quantitatif de l'enseignement (public et, de plus en plus, privé) malgré les vicissitudes vécues depuis vingt ans, les connaisseurs s'accordent sur le fait que la qualité de l'enseignement a très sensiblement baissé. Un indicateur objectif en est le niveau de connaissance de la langue française (clé pour une bonne insertion professionnelle) : seuls 20 % des 15-19 ans le parlent correctement, contre 40 % des 40-45 ans, qui avaient reçu une instruction de bien meilleure tenue³.

Les coûts de la scolarité primaire ne paraissent pas exorbitants : 15 000 Fmg par an dans le secteur public (mais 100 000 à 200 000 Fmg dans l'enseignement privé de qualité, à l'évidence accessible aux seules élites), et 50 000 à 60 000 Fmg par an dans le secondaire. Les familles les plus pauvres consacrent 8 % de leur budget à la scolarisation de leurs enfants⁴, ce qui est lourd, mais les résultats, du fait de la profonde dégradation du niveau des établissements publics, risquent d'être pour eux bien décevants.

Enfin, le travail des enfants, massif en milieu rural (il concerne 34 % des enfants de moins de 15 ans et 85 % des jeunes), est également important dans la capitale, réponse à la pauvreté des ménages dans les familles modestes. En 1997, les enfants travailleurs représentaient 9 % des 7-9 ans, 16 % des 10-12 ans et 24 % des 13-14 ans, enfin 71 % des jeunes de 15 ans et plus⁵.

6) Les populations citadines exclues

La société tananarivienne a donc beaucoup d'éléments de cohérence, qui lui ont permis, finalement, de résister assez bien (comparativement à d'autres) aux rudes tempêtes qu'elle a vécues. Elle connaît néanmoins, en plus de la misère des bas quartiers, une marginalité citadine importante et surtout spectaculaire : des familles complètes dans la rue, installées à demeure⁶ pour y gagner de quoi vivre le jour, pour y dormir la nuit, ces "4 mi" déjà évoqués, des clochards de tous âges qui hantent le centre de la ville.

Ils auraient été naguère beaucoup plus nombreux, beaucoup plus envahissants dans l'espace public, au point que les habitants redoutaient certains lieux, notamment autour du Zoma. Au cours des années 1990, des mesures successives destinées à "embellir" et "assainir" la ville en firent disparaître un grand nombre du paysage (le problème étant certainement bien davantage déplacé que

¹ Idem, pp. 11-12.

² MADIO : *Le système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997*. Projet MADIO, Antananarivo, 1997, 56 p. (p. 7).

³ Idem, p. 14. Mais le pays, qui avait formé des élites intellectuelles de grande qualité, les a rapidement laissés au chômage.

⁴ Idem, p. 39.

⁵ Diane Coury et François Roubaud : *Le travail des enfants à Madagascar, un état des lieux*. 1997, 26 p. multig. (ici, tableau 2). Concernant toute l'île, cette étude ne distingue guère les spécificités de la capitale.

⁶ Ce qui n'est pas le cas, par exemple, des maraîchers des environs, qui affluent en ville le soir avec leurs chariots à bras chargés de légumes pour pouvoir les vendre sur les marchés dès l'aube.

résolu). On dit aussi que certains sont partis tenter leur chance dans les villes-champignons apparues sur certains gisements miniers qui ont fait rêver tant de pauvres d'enrichissement rapide. Et puis (certainement le plus efficace à long terme), il y a eu le rôle de remarquables actions humanitaires, qui ont su récupérer et resocialiser des milliers d'entre eux : Akamasoa ("Les Bons Amis"), le vaste village péri-urbain créé par le fameux Père Pedro pour eux et avec eux, et l'ASA ("Accueil des sans abri"), piloté par la communauté franciscaine d'Antananarivo, qui privilégie une réinsertion paysanne¹.

Aujourd'hui, sans tenir compte (par impossibilité de les recenser) des groupes flottants qui peuvent errer dans les bidonvilles périphériques, il y aurait de l'ordre de 3 000 personnes à vivre ainsi², de mendicité ou des travaux les plus ingrats, les plus dégradants, comme le ramassage et la fouille des ordures. C'est beaucoup, c'est trop, mais cela pourrait être bien pire.

Pour mieux connaître cette population avant d'agir (c'est-à-dire de lui proposer les moyens de sortir de la rue³), Léonce Wing Kong et Jacques Tronchon ont conduit une solide enquête dans les rues, à travers toute la capitale⁴. Bien que les données produites datent d'une dizaine d'années, leur rapport nous donne une image significative de ces gens marginalisés en famille. Sur les 50 personnes interrogées, il y en a, d'une part, 26 qui vivent seules : 20 hommes (dont quatre jeunes de la rue, âgés de 15 ans et plus) et 6 femmes (dont deux jeunes prostituées, de 20 et 21 ans), et, d'autre part, 24 qui vivent en groupe familial de 3 à 9 individus (le plus souvent 3 à 4, dont parfois un ou deux ascendants), soit 16 couples avec enfants (ce sont quelquefois ceux de la femme), 5 mères seules avec leurs enfants et 3 couples sans enfant⁵ (couples officiels ou, "le plus souvent, en union libre, mais comptant beaucoup l'un sur l'autre").

Pour la survie, les activités (une même personne en exerce parfois plusieurs) sont peu diversifiées : "25 sur 50 fouillent les poubelles ou vivent de la revente de choses récupérés dans les poubelles, 17 mendient, 15 font du portage, [d'autres un petit nombre de petits métiers divers], en plus des 4 adolescents qui gardent les voitures et de 2 jeunes femmes qui se prostituent.⁶ (...) La plupart des *4'mi* n'ont pas de protecteur, et ne protègent eux-mêmes personne (exception faite des adolescents, qui ont des protecteurs en la personne des plus âgés et des plus costauds d'entre eux, lesquels prennent leur commission de temps à autre). Tous se plaignent d'être victimes de vols du peu qu'ils ont : argent, papiers d'identité, hardes... Beaucoup redoutent les bagarres entre *4'mi*, souvent sous l'effet de la boisson. Le problème du viol n'a été évoqué que par une seule femme. (...) Pour passer la nuit et établir leurs bases, certains cherchent des coins tranquilles, loin des bagarres et des vols des quartiers chauds. (...) [Mais, globalement,] ils n'ont pas tellement peur : ils ont l'habitude de cette vie dans la rue. Ils se protègent entre eux quand ils sont nombreux, comme sur les marchés, mais l'inorganisation et l'individualisme restent le cas le plus général."⁷

"Les gains quotidiens varient de 500 à 1 200 Fmg par jour⁸. Certains gagnent encore moins, d'autres un peu plus, sans parler du cas particulier des adolescents [dont les gains sont assez importants]. Les groupes familiaux qui arrivent à accumuler deux ou trois gains personnels ne

¹ Pour les gamins de la rue, c'est surtout l'association laïque française Les Enfants du Soleil qui intervient pour les recueillir, comme on le verra plus loin.

² L'ONG française Médecins sans Frontière s'occupe (avec efficacité) de leur santé, et en particulier de celle des petits enfants qui vivent avec eux. Sont ainsi organisées chaque semaine deux tournées nocturnes dans les rues, avec une équipe de soins volontaire. Le cahier de bord de celle qui parcourt le centre-ville (Analakely, Antanananerinina, les tunnels, les environs de l'ancien et du nouveau Zoma...) contient 483 noms d'adultes et 407 d'enfants (surtout en bas âge). Le chiffre est équivalent avec l'autre tournée, soit environ 2 000 personnes suivies régulièrement. L'estimation d'un total de 3 000 sans abri paraît vraisemblable.

³ C'est le programme ASA, qui, depuis, accueille chaque année une vingtaine de familles pour les aider à se resocialiser, les former aux métiers agricoles et les installer dans de nouveaux villages créés dans des régions peu peuplées à l'ouest des Hautes Terres. En 2002, 668 personnes avaient été sorties de la marginalité, dont 394 mineurs et 274 adultes (140 hommes, 134 femmes).

⁴ L. Wing Kong et J. Tronchon (éd.) : *Les sans abri à Antananarivo*. Rapport pour ASA, 1994, op. cit.

⁵ Ibid., p. 11.

⁶ Ibid., p. 14.

⁷ Ibid., p. 19.

⁸ En dix ans, la valeur de la monnaie malgache a sensiblement chuté.

sortent guère de cette fourchette. Ce sont les porteurs qui gagnent le plus. (...) Paradoxalement dans une société à dominante chrétienne, le dimanche est le jour le plus dur : pas de portage, pas d'aumône...

"Les *4'mi* dépendent essentiellement pour leur nourriture, quelquefois pour leur tabac. L'alcool local (*toaka*) est rarement déclaré, mais toujours présent, surtout par mauvais temps ou pendant les journées infructueuses. Tout le reste vient de récupération ou de dons (ainsi qu'une partie de la nourriture elle-même). Bien tolérés par le voisinage, (...) ils reçoivent même de l'aide de restaurateurs ou de voisins. (...) La mortalité infantile par dénutrition et manque de soins est forte, bien que l'accès aux soins soit aisée. Le problème est plutôt dans l'obtention des médicaments : quand ils ne sont pas donnés, ils ne peuvent, le plus souvent, être achetés. (...) Les parents n'ont qu'un niveau scolaire très faible, et les enfants aucun."¹

Par définition, c'est l'absence de logement digne de ce nom qui les caractérise. "La plupart des lieux de couchage sont des abris de fortune, protégeant plus ou moins des intempéries. Vérandas, arcades et porches constituent les abris les plus utilisés. (...) Généralement, les occupants doivent libérer les lieux avant le petit matin ; parfois ils doivent balayer la véranda et laisser place nette avant de partir. Les jardins publics d'Antaninarenina, d'Ambohijatovo ou de la gare sont utilisés de jour par ceux qui ont travaillé la nuit. Sont aussi cités les marchés d'Analakely, d'Anosibe et d'Andravoahangy, (...) ainsi que des trottoirs, des ponts, les bords de la voie ferrée, des terrains vagues..."²

Faute d'un minimum de moyens pour avoir un toit, des centaines de personnes ont donc été obligées de s'aménager des abris de fortune dans certains recoins discrets de l'espace urbain. L'une des plus spectaculaires de ces zones est (ou plutôt était, car elle a été rasée au début de 2003³) ce qu'on appelle "*Lalamby*", le long de la voie ferrée et du canal entre les quartiers d'Isotry et d'Anosibe, au sud-ouest de la ville, à quelques pas des plus beaux immeubles officiels et du prestigieux hôtel Hilton, au sud du lac Anosy. Frédéric Canard et Soavelomanana Rabenarivo décrivent ainsi ce monde marginal, qui est, en même temps, l'un des plus vastes et des plus étonnants marchés de tous les objets d'occasion imaginables : "Collée au mur d'enceinte des ministères, une "cité de cellophane" s'étire le long des rails. Plusieurs dizaines de familles en quête d'un avenir en ville y ont installé leur abri de fortune. Lieu de passage important, l'endroit est devenu un supermarché d'objets de récupération de toutes sortes. De nombreux ménages riverains ont désormais "pignon sur rails"... [Un tel habitat minimal permet cependant à cette population de se débrouiller pour] vendre en ouvrant simplement la devanture de leur abri ou de poursuivre diverses activités toutes proches, (...) comme le commerce à partir d'objets de récupération effectué sur le pas de la porte. (...) [C'est] un mode de vie que personne n'envisage de changer : pour eux, les inégalités sociales sont le résultat d'une situation bien établie et immuable, plus que d'une conjoncture."⁴

Reprenons ici la synthèse de L. Wing Kong et J. Tronchon. "L'histoire de la pauvreté -hélas tristement répétitive- peut se résumer ainsi :

- des métiers précaires au niveau de certains grands-parents et, plus souvent, des parents ;
- une migration vers la capitale pour essayer de gagner plus ;
- de mauvais logements, aux loyers très faibles, dans les bas quartiers ;
- un licenciement ou une maladie causant la perte du travail et l'impossibilité de payer le loyer ;
- une fois faite l'expérience du couchage dans la rue, une limite a été franchie : le *4'mi* a liquidé tous ses maigres biens, perdu sa carte d'identité et rompu avec son ancien quartier. (...)

¹ L. Wing Kong et J. Tronchon : op. cit., pp. 24-25.

² Ibid., p. 13.

³ La voie ferrée Antananarivo-Tamatave, la plus vitale pour le pays, mais en panne depuis des années faute d'entretien, a été privatisée. Pour remettre la ligne en état, les nouveaux dirigeants ont exigé que soit libérée de ses squatters toute l'emprise de la voie à travers la ville. Selon Médecins sans Frontière, la population de Lalamby était, fin 2002, de 325 familles (de 3 à 6 personnes chacune).

⁴ F. Canard et S. Rabenarivo : *Nos enfants, ces inconnus*. Paris et Antananarivo, 2001, 121 p. (pp. 66 et 68).

[Le village d'origine¹], souvent mal connu, a été quitté depuis l'enfance ou du temps des parents. Si certains revendiquent leur droit au tombeau familial (dont ils connaissent l'emplacement), une seule personne a eu le courage de dire qu'en fait, nul ne sera là pour payer son transport pour ce dernier voyage. Une fois [qu'on est] devenu *4'mi*, peu de relations sont conservées avec la famille étendue. Le manque [d'argent pour les] frais de voyage pour aller aux rassemblements familiaux n'est qu'un prétexte. Les vraies raisons, non exprimées, sont sans doute la honte et la peur du rejet de la part de leur parenté, qui se débat elle-même dans les pires difficultés. Souvent, seules une ou deux relations parentales sont sauvegardées, concernant des personnes elles-mêmes en situation difficile.

"Les perspectives d'avenir disent assez le désarroi total des personnes interrogées. Complètement à cours de modèle, (...) les *4'mi* ne savent que rêver du couple d'activités classique agriculture/élevage, qui renvoie (...) au temps mythique d'une vie paysanne supposée heureuse. Mais, n'ayant souvent connu que la ville, sachant surtout survivre en ville, où un certain surplus leur est laissé dans la rue (ce qui n'est pas le cas à la campagne - ils en ont bien conscience), beaucoup souhaitent y rester."²

Selon les observations récentes de l'anthropologue Anne-Marie Coquelin³, les sans abri citadins éprouvent une vive souffrance dans leurs relations avec leur parentèle, car ils continuent à croire aux valeurs traditionnelles de forte solidarité familiale de la société malgache, c'est-à-dire qu'ils n'attendent de l'aide que de leur famille élargie, et ils sont tout désemparés de ne pas recevoir ce soutien. Mais ils sont réalistes sur leur sort : ils savent que leur absence de formation leur interdit la plupart des possibilités d'embauche. Ils vivent donc dans la résignation, non dans la révolte.

Sur le plan psychologique, les effets d'une telle exclusion peuvent être très graves. On peut s'inspirer ici des observations de la sociologue Martine Camacho à propos des familles clochardisées qui survivaient sur la grande décharge municipale de Kianja, à 10 km à l'est de la capitale. Elles sont déjà vieilles d'une vingtaine d'années, et ce n'est pas exactement la même population que les clochards de la ville, mais on peut penser que la similitude des conditions de survie entraîne beaucoup de points communs⁴. Le tableau dressé est assez sinistre : "Les plus démunis (...) manifestent un désintérêt global non seulement pour leur famille, mais pour la vie en général. Il semble que cet état d'hibernation mentale dans lequel se sont comme immobilisés bon nombre de femmes et quelques hommes soit le produit de leur incapacité à atteindre le seuil de survie minimum qui autorise un espoir de mobilité sociale. Trop pauvre et chroniquement mal nourrie, cette population appartenant à la frange la plus déshéritée des parias des ordures se voit confisquer les moyens du sursaut, de l'étincelle de vie qui permet de se battre, d'inventer. Elle s'est figée dans un dénuement sans issue. Le désespoir n'est plus de mise, encore moins la révolte. Il ne reste plus rien qu'une humanité aux ressorts brisés, une humanité rompue, abrutie, qui se laisse couler, qui se laisse mourir. (...) La misère génère une misère plus grande encore, et la mort gagne au bout du compte, par forfait."⁵

De fait, la tentative de Martine Camacho et de son équipe de monter une coopérative avec les gens de la décharge s'est conclue par un échec cuisant. Et pourtant, quelques années plus tard, à partir de 1989, c'est avec cette même population a priori brisée que le Père Pedro a créé son œuvre, en proclamant bien haut que : "Le problème le plus terrible que nous ayons à surmonter n'est pas la misère, mais l'abandon de soi, l'oubli de sa dignité humaine."⁶ Douze ans plus tard, en restaurant cette dignité et en réveillant le courage, Akamasoa a rendu à une vie décente 1 200 familles de sans abri, soit 8 500 personnes, dont une moitié d'enfants, auxquels est offerte une éducation

¹ Situé dans la plupart des cas recensés à moins de 50 km, le long des principaux axes routiers qui quittent la capitale..

² L. Wing Kong et J. Tronchon : op. cit., p. 26.

³ Communication orale, novembre 2002.

⁴ Que l'on retrouve, en plus dramatiques encore, dans les rues de Paris : voir ainsi Patrick Declerck : *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*. Paris, Plon, 2002, 458 p.

⁵ Martine Camacho : *Les poubelles de la survie. La décharge municipale de Tananarive*. Paris, L'Harmattan, 1986, 208 p. (p. 47).

⁶ C. Harpet et B. Le Lin : *Vivre sur la décharge d'Antananarivo*, op. cit., p. 85.

particulièrement soignée, gage d'un véritable avenir. Même dans des situations aussi apparemment désespérantes, la bataille humaine n'est jamais perdue d'avance.

On terminera cette présentation de la société tananarivienne sur un mode un peu plus plaisant, par un petit souvenir historique des conflits qui, toujours et partout, tendent les relations entre parents et enfants, car les uns et les autres n'évoluent pas, intellectuellement, au même rythme. Antananarivo n'y a pas échappé, et ce depuis au moins un tiers de siècle, comme en témoigne cet extrait d'une étude anthropologique faite en 1966 sur le vieux quartier d'Isoraka, une description que l'on peut tenir pour représentative de la ville ancienne toute entière, du moins de sa bourgeoisie, et sans doute, *mutatis mutandis*, toujours d'une certaine actualité :

"Le choc des générations est parfois violent : les jeunes traversent une période à laquelle n'ont pu les préparer leurs parents. (...) Selon les adultes, les enfants, même tout jeunes, sont *fetsy* (malins), vifs d'esprit (*tsy azo amidy intsony*) : on ne peut plus leur faire accepter n'importe quoi. Ils ont la tête dure (*mafy loha*) ; on ne peut plus les conseiller, les gronder. (...) Ils discutent sans cesse, ont besoin de preuves à tout ce qu'avancent les aînés. (...) Certains parents usent alors de la menace, essaient d'imposer une certaine discipline à leurs enfants. Certains, bon gré mal gré, acceptent de discuter, d'expliquer, sachant très bien qu'ils seront inévitablement traités de "vieux régime". D'autres se vantent de laisser leurs enfants "libres", renonçant pour une bonne part à leurs responsabilités. Certains tentent d'expliquer à leurs enfants les dangers qu'ils courent : l'éducation devient toute morale, et il s'y mêle infailliblement un relent de puritanisme (certains parents sont en effet obsédés par la notion de péché)..."¹

Mais ce ne sont là que des antagonismes de classes d'âge bien bénins : il en faut d'autrement plus redoutables pour chasser les enfants vers le monde de la rue.

En conclusion, cette société tananarivienne paraît avoir encore de bons atouts pour maintenir sa solidité, surtout quand on la compare à tant d'autres capitales du Tiers-monde, où la déstructuration est très avancée : familles recomposées ou définitivement éclatées, violences internes et externes, avec pour résultat la fuite massive des enfants dans la rue. Ici, la question des mineurs marginalisés est assez limitée, en nombre et en gravité. C'est incontestablement la force et la cohérence des liens sociaux, dans cette ville si singulière, où l'on vit enraciné comme dans un terroir d'origine, qui expliquent que, malgré les tempêtes qui ont été vécues, la situation ne soit pas beaucoup plus grave - ce qui ne veut pas dire que ses poches d'exclusion soient acceptables, et, en particulier, qu'il ne faille pas agir pour en récupérer les enfants à la dérive.

D'autre part, les exclus adultes et les gamins de la rue d'Antananarivo posent aussi une question scientifique toute autre que celle de l'appauvrissement actuel, une interrogation dont on ne trouve pratiquement aucune trace dans les nombreux documents qui ont été utilisés ici, et guère davantage dans les conversations avec les bons connaisseurs de la réalité malgache, si ce n'est sous forme d'allusions fugaces : puisque la marginalité citadine n'est pas le produit d'une crise généralisée de la société urbaine elle-même, ne serait-elle pas, avant tout, l'effet d'une discrimination collective ancienne, celle des plus basses couches du monde merina, rural et urbain, un pan de la société maintenu depuis toujours en lisière ? L'homogénéité culturelle des Merina -et donc de leur ville- est exceptionnelle, mais elle cache aussi d'insondables précipices dans les relations entre les êtres, et d'abord entre anciens "hommes libres" et "anciens esclaves". Quelle est, parmi les *4'mi* et les enfants de la rue d'aujourd'hui, la proportion de descendants des *andevo* d'autrefois ? Certainement pas 100 %, mais on peut la deviner très forte.

Si elle a su sauvegarder cette cohérence qui l'a, jusqu'ici, sauvée de la dislocation, la société tananarivienne doit s'engager dans une solidarité plus active envers ses exclus de l'intérieur, avant que, refoulés toujours plus loin sur les marges de la vie, ceux-ci, aujourd'hui résignés, ne deviennent

¹ Jeannine Razafindratovo : *Isoraka*. Antananarivo, ORSTOM, 1966, 98 p. (p. 58).

un jour les futures "classes dangereuses", les barbares qui campent non aux portes de la Cité, mais déjà au beau milieu de ses rues.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANTOINE Philippe : "Nuptialité et conditions de vie dans les villes africaines", Chaire Quetelet 1999 : *Populations et défis urbains*, Louvain-la-Neuve, 26-29 octobre 1999, 21 p. multig.
- CAMACHO Martine : *Les poubelles de la survie. La décharge municipale de Tananarive*. Paris, L'Harmattan, 1986, 208 p.
- CANARD Frédéric et RABENARIVO Soavelomanana : *Nos enfants, ces inconnus*. (ouvrage bilingue français/malgache). Paris, L'Harmattan, et Antananarivo, Tsipika, 2001, 121 p.
- COURY Diane et ROUBAUD : *Le travail des enfants à Madagascar. Un état des lieux*. Note n° 9717/E, 1997, 26 p. multig.
- DECLERCK Patrick : *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*. Paris, Plon - Terre humaine, 2002, 458 p.
- GUERIN Catherine : "Antananarivo, espace urbain, espace culturel. L'empreinte de la culture malgache sur les pratiques et les représentations du milieu urbain", *Géographie et Cultures* n° 25, Paris, printemps 1998, pp. 91-109
- GUERIN-FOURNET Catherine : "La ville mise en scène : quelques enjeux à propos des représentations écrites et iconographiques d'Antananarivo (Madagascar)", *Géographie et Cultures* n° 40, Paris, hivers 2001, pp. 93-108
- MADIO : *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de la phase 3*. Projet MADIO, Antananarivo, 1997, 49 p.
- MADIO : *Dynamique du marché du travail dans les sept grandes villes de Madagascar entre 2000 et 2001*. Projet MADIO II, Antananarivo, 2002, 32 p.
- MADIO : *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité des ménages dans les sept grandes villes de Madagascar*. Projet MADIO II, Antananarivo, 2000, 79 p.
- MADIO : *L'état de santé de la population et la demande des soins dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997. (Premiers résultats de l'enquête SET 1997)*. Projet MADIO, Antananarivo, 1997, 60 p.
- MADIO : *Le système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 (Premiers résultats de l'enquête SET 1997)*. Projet MADIO, Antananarivo, 1997, 56 p.
- MADIO : *Trajectoires biographiques dans l'agglomération d'Antananarivo. Emploi, famille, logement. (Premiers résultats de l'enquête BIOMAD 98)*. Projet MADIO, Antananarivo, 1999, 75 p.
- MADIO : *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997. (Premiers résultats de l'enquête SET 1997)*. Projet MADIO, Antananarivo, 1997, 43 p.
- MARIE Alain (éd.) : *Une Afrique des individus ? Itinéraires citadins dans la société contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*. Paris, Karthala, 1997, 440 p..
- RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François : "Les entreprises franches à Madagascar : atouts et contraintes d'une insertion mondiale réussie", *Afrique contemporaine* n° 202-203 (n° spécial "Madagascar après la tourmente"), avril-septembre 2002, pp. 147-163.
- RAZAFINDRATOVO Jeannine : *Isoraka*. Antananarivo, ORSTOM, 1966, 98 p. multig.
- VERIN Pierre : *Madagascar*. Paris, Karthala, collection "Méridiens", 2000, 270 p.
- WING KONG Léonce et TRONCHON Jacques (éd.) : *Les sans abri à Antananarivo*. Rapport d'enquête, Antananarivo, "Association Accueil des Sans Abri", 1994, 73 p. multig.
- (Collectif) : *La Cité des Mille*. Antananarivo : *Histoire, architecture, urbanisme*. Antananarivo, CITE et Tsipika, 1998, 191 p.